



Déclaration de l'UNSA Education

Au CTA du 4 novembre 2016

Monsieur Le recteur,
Mesdames et Messieurs les membres du Comité technique académique,

L'année qui vient de s'écouler fut une année compliquée, éprouvante et tendue du fait de terribles événements mondiaux. Le risque que d'autres actes fous et criminels se produisent est fort, chacun s'y prépare, y pense, le redoute. De nouvelles mesures et consignes pour les écoles et les établissements scolaires ont été présentées par les ministres de l'Education nationale et de l'Intérieur. Pour que cette nouvelle culture commune de vigilance et de mise en sûreté des élèves et des personnels se développe dans l'Education nationale, il est nécessaire que la communauté éducative puisse se l'approprier. Pour cela les personnels qui ne sont pas des professionnels de la sécurité doivent être accompagnés par des spécialistes (diagnostic de sécurité des locaux, organisation des exercices de confinement ou d'attentat-intrusion).

De plus, dans les écoles en particulier, où les temps sont partagés avec la collectivité et parfois des associations, tout ne peut reposer sur les seuls directeurs. Pour l'UNSA Education, cet accompagnement est fondamental parce qu'on ne peut pas être, sur ces questions, dans de simples logiques d'injonction. Nous demandons une formation initiale et continue s'inscrivant dans la durée pour l'ensemble des personnels. Si l'Ecole de la République doit être fortement mobilisée sur la sécurité, elle est, et doit rester, une école ouverte permettant des contacts directs entre chaque membre de la communauté éducative.

L'enseignement moral et civique reprend plus que jamais sa place en éveillant le sens moral des élèves et en transmettant des valeurs pour organiser le vivre ensemble. Les ressources impersonnelles et numériques du type Eduscol, Magistère ou simplement une vidéo de notre ministre ne peuvent suffire à accompagner efficacement les personnels sur le terrain.

Une nouvelle année scolaire débute et son calendrier adopté en 2015 dans le cadre triennal soulève des interrogations. Les vacances d'automne ont débuté et fini en milieu de semaine. Cela permet de respecter l'alternance de 7 semaines de classe pour 2 semaines de vacances. Ce rythme est considéré comme le meilleur schéma pour favoriser les apprentissages. Malheureusement, il n'est pas tenu jusqu'à la fin de l'année scolaire puisque la dernière période de classe contient 11 semaines pour notre zone. Nous demandons que l'intérêt des élèves prime sur les autres facteurs déterminant les rythmes scolaires. L'UNSA Education souhaite qu'à l'avenir, cette question soit remise à plat en explorant notamment la possibilité de déconnecter le calendrier du lycée, contraint par les épreuves du bac, de celui de

l'élémentaire ou du collège. Il faut également étudier la possibilité de petites vacances supplémentaires permettant une pause pendant la cinquième période toujours trop longue.

Ce Comité technique académique est l'occasion pour notre fédération de souligner les enjeux de cette année scolaire.

En effet, cette rentrée est l'aboutissement de la mise en œuvre de la refondation voulue par le gouvernement et soutenue par notre fédération.

L'UNSA éducation se félicite que la refondation permette de créer une véritable passerelle entre le collège et l'école avec un cycle 3 à cheval sur les deux degrés, ainsi qu'un conseil école – collège, qui favoriseront la mise en œuvre de projets communs et un suivi des élèves plus efficace. Il n'en demeure pas moins que cette réforme en profondeur prendra du temps.

Pour les lycées, les effectifs explosent parfois allant même jusqu'à poser le problème de l'accès à la restauration scolaire, quand en contrepartie certains lycées professionnels en sous effectifs sont tenus d'accueillir des élèves tardivement avec cette année un quatrième tour d'affectation sans formation ni information des équipes, et qui peut remettre en cause la réussite même des élèves.

Le remplacement des professeurs est un autre problème, sans compter que sur l'académie il manque 30 enseignants en espagnol.

Pour l'UNSA Education, il est nécessaire que le service public soit à la hauteur des enjeux éducatifs. Les moyens nécessaires doivent être alloués.

L'UNSA Education milite pour que chaque élève ait sa chance de réussite, mais les études montrent que les écarts se creusent selon l'appartenance sociale. L'école de la république doit retrouver son rôle d'ascenseur social et la refondation est une des solutions possible.

En effet, la façon dont un système éducatif fait, ou non, réussir les plus fragiles est le révélateur de la société que nous voulons : celle du tri et de la compétition ou celle de la solidarité et de la coopération. L'ambition de notre fédération est de rendre visible les discriminations, puis de les faire reculer. Cela met en relief l'urgence de poursuivre la Refondation du parcours commun. Le statu quo est, en somme, un conservatisme et un égoïsme de classe. Combattre les exclusions et militer pour l'égalité exigent qu'une prise de conscience ait lieu et que chaque acteur s'engage à prendre sa part.